

ARMES BLANCHES, ARMES A FEU, EXPLOSIFS ET MINES ANTIPERSONNEL DANS L'EST DE LA RDC

www.grip.org/rafal/membres/CEREBA-armes-blanches.doc

I. INTRODUCTION

Depuis le pouvoir mobutien (1965-1966) jusqu'à 2004, les Congolais n'avaient jamais connu de guerres / conflits comme c'est le cas au cours de la décennie (1992-2004). L'action des armes, quelle que soit leur fabrication (ou leurs effets) reste meurtrière. Des militaires et des policiers avaient une certaine discipline par rapport à l'utilisation des armes à leur possession. Seuls les gardes parc chargés de la protection des écosystèmes des aires protégées pouvaient se permettre de tirer sur des personnes qui violaient la loi de sortir des pistes à l'intérieur du parc. Des braconniers et paysans / paysannes à la recherche du bois de chauffage tombaient sous les coups de balles de gardes parc.

Toutefois, on peut accepter que les opérations des braconniers venaient de revêtir un caractère particulier ! C'est au cours des années 1982-1988 que Monsieur Muzee Tembo accompagné de dizaines de commandos et porteurs munis des armes automatiques que les gardes parc se sentirent dans l'obligation d'être ravitaillés en armes automatiques pour résister devant la force de Muzee Tembo. A chaque fois, quand Muzee Tembo pénétrait le parc, des civils porteurs d'ivoires et de viande d'éléphants étaient sans pitié assassinés par dizaine. Nous pouvons dire que ce sont des commandos qui armaient la population civile. Seuls les fusils de type « calibre 12 » pouvaient se trouver entre les mains des chasseurs ordinaires.

CEREBA, Centre d'Etudes et de Recherches en Education de Base, ONG de droit congolais, s'engage dans la sensibilisation des population depuis 2000. Ses recherches – actions s'orientent plus vers les populations paysannes qui sont majoritairement analphabètes, à raison de 80 % en milieu rural, bien que ce chiffre soit attribué aux hommes selon les statistiques contenus dans le DSRP (Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté) de la RD Congo¹. Ces paysans, premières victimes des guerres et cercles des conflits, en deviennent quelque fois acteurs.

Ainsi, CEREBA venait de publier en 2002, deux ouvrages pédagogiques à l'intention des alphabétiseurs : *Essai méthodologique et éléments de linguistique Swahili* et *Kisomo cha watu wazima* aux éditions Uzima Tele lesquels manuels se veulent répondre aux difficultés liées à la formulation des intentions pédagogiques de l'alphabétisation en République

Démocratique du Congo, la définition des stratégies de l'alphabétisation face aux conflits méthodologiques après la mort de Paulo Freire, le choix du contenu de l'alphabétisation multidisciplinaire, le choix et fabrication artisanale des auxiliaires pédagogiques y afférents et enfin l'évaluation de l'appropriation des connaissances par les apprenants.

En 2003, avec les questions liées à la réunification du pays, les accords entre les belligérants d'une part et les textes constitutifs de la transition d'autre part, CEREBA, en collaboration avec les associations organisant l'alphabétisation se rendit compte de la non-participation voire la non-implication des populations paysannes dans les démarches visant la paix ni dans la gestion de la chose publique. Pour réduire cette exclusion, CEREBA étudie comment inclure des notions de l'éducation de l'électorat dans les curricula de l'alphabétisation.

Notons que dans peu de jours, le projet de constitution de la Troisième République de la RD Congo sera soumis au référendum constitutionnel au niveau des paysans qui ne savent ni lire ni écrire et qui n'ont jamais entendu parler de la constitution... La finalisation de ces outils patientent qu'il y ait un bailleur capable de financer la production et la formation des vulgarisateurs / alphabétiseurs dans son utilisation.

La question de paix évoque la notion de sécurité humaine. Les questions liées aux armes et leurs porteurs doivent avoir une place importante dans l'éducation populaire. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile dans la matière citée supra permet aux activistes de jouer pleinement leur rôle de contrepoids vis-à-vis des pouvoirs publics et partis politiques. Dans cette présentation, nous nous proposons de broser les contextes en rapport avec les armes (blanches, à feu, les explosifs et mine anti personnel) en RD Congo de même que leurs conséquences.

II. PERIODES ALLANT DE 1992-1993

Les conflits ethniques en RD Congo avaient été influencés par des discours de haine de politiciens mal intentionnés. Tout arrive avec le multipartisme avec la démocratisation du pays avec la conférence souveraine en 1990-1992. La géopolitique exigeant certains

¹ MINISTERE DU PLAN RD CONGO (2004), *DSRP (Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté) de la République Démocratique du Congo*, Version intermédiaire, Kinshasa, p. 12.

travailleurs d'œuvrer dans leurs régions d'origine² s'étend jusqu'au Nord-Kivu. Ici, il va revêtir une autre forme. Il s'agit de la nationalité de rwandophones...

Comme influence du Rwanda dans le Nord-Kivu n'est pas récente, certains leaders rwandophones vont trouver l'appui en armes à feu à partir du Rwanda. Des chasseurs zairois armés de calibres 12 à Walikale et à Masisi s'attaquent aux Rwandophones. Le conflit s'étend jusqu'à Rutshuru où existait déjà une mutualité tribalo-ethnique dénommée « la MAGRIVI » et l'on assista à des massacres des populations des tous les camps.

Rappelons que pour la première fois, on entendit parler de mines. C'était dans le Territoire de Beni, à quelques kilomètres de la frontière ougandaise. Ce fut dans le bassin du Nil, à côté de la rivière Semliki, à plus ou moins quatre kilomètres de Kyavinyonge. Une voiture transporta le Directeur technique de l'IZCN (Institut Zairois pour la Conservation de la Nature), pauvre Monsieur l'Ingénieur Kahindo wa Lulengo, tombe sur une mine. Le Directeur meurt sur le champ et son chauffeur fut blessé à l'œil. C'est en 1992. D'où serait provenue la mine ?

- *Première hypothèse* : La région connaissait déjà des rébellions (Ougandaises congolaises au Mont Rwenzori) seraient-ce ces rebelles qui auraient piégé la voiture ?

Deuxième hypothèse : Les uns disent que la mine se trouvait sous la siège de l'ingénieur dans la voiture. Natif de l'Est et en mission à l'Est, dans la station de Muchora dirigée par un natif de l'Est, tout n'aurait pas de référence ! Les autres pensent que comme le titulaire, PDG (Président Directeur Générale) de l'IZCN à l'époque venait d'être sollicité par l'UNESCO Paris et que Kahindo resterait à sa place, une place longtemps occupée par les natifs de l'Ouest, ne serait-il pas un montage ? Dans ce cas, la mine proviendrait de Kinshasa.

De ce qui précède, il y a lieu de penser déjà aux stocks des mines en RD Congo et en Ouganda depuis tout ce temps. Les militaires SRM (Service des Renseignements Militaires), la DSP (la Division Spéciale Présidentielle) les rebelles Simba, les Ngilima possédaient des mines. L'Ouganda avec ses troubles depuis Idi-Amini et Obote puis Museveni et le Zaïre avec le Marchal Mobutu, possédaient des mines et autres explosifs.

Les gardes parc ne possédaient que des explosifs du type « teen flash » qu'ils utilisaient pour faire fuir des animaux féroces qui traversaient la limite du parc. Ces explosifs n'étaient pas nuisibles.

² Phénomène vécu à Kisangani, à Bunia et à Lubumbashi.

III. PERIODE ALLANT DE 1994-1997

Les ex-FAR et Interahamwe traversent la frontière munis de leurs armes toutes catégories. La ville de Goma sera parsemée d'armes à feu, des grenades et mines.

Pendant la seconde semestre de l'année 1994, environs 15 maisons en planches avaient été détruites par les grenades à Goma. Des maisons en durs et semi-durables résistaient. Quelques personnes surtout des enfants avaient péri pendant cette période par le fait qu'ils jouaient avec les grenades sans en savoir les conséquences. D'autres étaient visés par les militaires ou policiers ivres qui ramassaient les grenades par ici et par-là.

Des victimes remarquables des mines pendant cette période, sur la route Goma-Rutshuru, furent les trois notables de Bukumu qui tombèrent sur une mine au niveau de Monigi, dans le Territoire de Nyiragongo. Des présumés poseurs des mines selon des opinions furent, les Rwandais du FPR qui poursuivaient leurs ennemis. Ceci va être confirmé en 1996 avec l'entrée des troupes rwandaises et rebelles de Mzee Laurent Kabila.

En 1996, tout commence par une insécurité généralisée. Des milices Mai-mai se révoltèrent contre la FAZ et les chassent dans certaines localités. Pour faire face à cette situation, la FAZ mène deux opérations, l'une dénommée « Opération Mbata » et l'autre « Opération Kimya ». Toutes les armes disponibles sont utilisées et les villages où restaient ces milices sont brûlés. Les tirs à lance roquette sont enregistrés à Kibumba dans le Parc National des Virunga, là des Congolais périrent. Les tronçons reliant les camps des réfugiés « Kahindo », Katale » et « Kibumba » sont dangereux et ce sont des voitures qui sautent sur des mines. Comme précaution, il faut aller à vitesse de croisière. Les troupes rwandaises et rebelles de Kabila entrent par Rutshuru en septembre 1996.

Malgré les mines posées par le Gouvernement Mobutu, la capitale Kinshasa va tomber en mai 1997. Le stock des mines de cette époque était-il vidé ? Déclaré ? Les résistances étaient très fortes en Province Orientale. On peut confirmer que c'est la région qui dispose de plus de zones minées.

IV. PERIODE ALLANT DE 1998-2004

En 1998, nous assistons à l'invasion de la RD Congo par le FPR et peu après il y a création du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie). Le Gouvernement congolais ne reste pas bras croisés. Il y a maintenant coalition Zimbabwe-Congolaise qui

installe des mines dans le Kindu pour limiter l'invasion. Les troupes rwandaises transportent des vaches et chiens qu'ils utilisent comme démineurs.

Plusieurs groupes armés se développent dans cette partie de l'Est de la République Démocratique du Congo. Des milices congolaises, groupes de résistance contre les troupes rwandaises se rallient aux ex-FAR et Interahamwe. Des explosifs sont utilisés par toutes les parties et la présence des grenades dans la Ville de Goma sera encore constatée. En 1999, des Interahamwe capturés dans la Ville de Goma par la coalition Rwando-RCD font exposer une grenade qui provoque la mort de deux personnes et d'autres blessées.

En Province orientale en Ituri, se développent des milices et toutes les armes (y compris des explosifs et mines) sont présentes. Nous pensons que c'est la raison pour laquelle le choix de la Province Orientale par Handicap International pour mener les actions de déminage depuis 2002, spécialement dans le Ville de Kisangani, ville martyre qui a connu les affrontements entre Ougandais et Rwandais, entre le RCD et la FAC,...

V. LA RD CONGO-ONU ET LES MINES ANTI PERSONNELLES

La RD Congo venait de présenter une dizaine des échantillons de ses mines. Ceci est conforme à la Convention d'Ottawa relative à la déclaration, au stockage, au transfert et à l'utilisation des mines anti personnelles. La RD Congo compte environ 12000 mines dont 7000 mines anti char et 3000 mines anti personnelles³. Ce stock est exclusivement celui de la composante « Gouvernement », dira Mulibasese. Il en va de soi que chaque composante en possède en quantité.

Les victimes des mines reconnues officiellement en RD Congo sont au nombre de 12000. Dans la Province Orientale, depuis 2002, Handicap International en a déjà compte 200, dans un rayon de 80 km². Il convient d'ajouter que Handicap International réalise ses expertises même jusqu'à Basangusu en Equateur, mais jusque-là la seule Province Orientale, les Villes de Kisangani et Bunia, bénéficient des travaux effectifs sur le déminage.

Des zones dangereuses connues officiellement sont au nombre de 600. Cependant, Monsieur Aruna Ouadraégo reconnaît l'absence de travail systématique d'enquêtes sur les mines en RD Congo. Des moyens conséquents sont nécessaires, a-t-il ajouté.

³ Témoignage de Aruna Ouadraégo, Chargé de lutte contre les mines anti personnelles au sein de l'ONU, au cours du dialogue entre Congolais, Okapi-MONUC, le 1^{er} décembre 2004.

Le 2 décembre, conformément à la résolution de Nairobi, la RD Congo a procédé à la destruction de ses mines anti personnelles. Mais nous croyons que la violation de la souveraineté territoriale de la RD Congo par le Rwanda, peut compliquer davantage le processus.

VI. PERSPECTIVES

- Que les ex-rébellions de la RD Congo déclarent leurs stocks de mines et procèdent à leur destruction !
- Que la crise entre le Rwanda et la RD Congo trouve une solution plutôt politique que militaire !
- Que FSD et CRID qui ont de l'expérience dans les actions en rapport avec les mines renforcent les capacités des ONG de la RD Congo pour récupérer la situation§
- Que FSD et CEREBA signent une convention de collaboration profitant de l'opportunité du CEREBA, ONG qui fonctionne sous autorisation nationale parmi les rares du Nord-Kivu.
- Que ces deux partenaires étudient le mécanisme d'impliquer les médias de proximité (radios communautaires) dans les actions de déminage, surtout des esprits au niveau sous-régional.

Fait à Rutshuru, le 3 décembre 2004

Pour le CEREBA
Jean-Baptiste KAMBALE KIYANA

Directeur